



SYRIZA : espoir ou désillusion ?

Le 25 janvier, la coalition SYRIZA, portée par une forte mobilisation populaire, remportait les élections législatives en Grèce. Cet événement attendu depuis un moment concentrait beaucoup d'espoirs, l'espoir de voir enfin la chaîne de l'austérité brisée, de voir les grecs relever la tête un jour, et même de nouveaux espoirs d'un avenir un peu plus radieux en Europe. Mais, le changement n'advint pas du jour au lendemain, les chantiers qui se présentaient au gouvernement Tsipras s'annonçant énormes.

La période d'austérité carabinée qui suivit directement la crise bancaire de 2008, orchestrée d'une main de fer par la Troïka (BCE, Commission Européenne, FMI), bien loin d'avoir atteint les objectifs annoncés (dégringolade du PIB, explosion du ratio dette/PIB), a en sus provoqué d'énormes dégâts sociaux (augmentation des taux de pauvreté, de chômage, situation sanitaire alarmante, destruction des services publics et de l'environnement, privatisations à tout va, ...).

La rengaine, maintes fois répétée dans de nombreux médias, des "grecs-fainéants-vivant-paisiblement-au-crochet-de-leurs-voisins-sérieux" ne reflète pas vraiment la réalité des choses, et s'avère en fait bien pratique pour camoufler l'origine de la situation en Grèce. Il apparaît en effet que la dette de l'État grec en soit arrivée à son niveau critique principalement à cause de spéculations financières qui n'ont pas bénéficié au peuple. Le problème fiscal lui aussi semble avoir été travesti, et il convient de se demander qui pratique dans les faits l'évasion fiscale : des travailleurs prélevés à la source ou des grands patrons influents ?

SYRIZA, organisation politique fondée en part sur une alliance de nombreuses forces provenant de la gauche du PASOK (PS grec), avait désigné 4 axes prioritaires dans son programme :

- traitement de la crise humanitaire
- relance de l'économie réelle
- reconquête de l'emploi et restauration du droit du travail
- refonte citoyenne de l'État et des institutions (notamment lutte contre la corruption).

Les 4 mois qui ont suivi le succès électoral de SYRIZA nous amènent à nous interroger sur les perspectives en Grèce : au-delà de l'alliance avec le parti souverainiste et conservateur ANEL, les négociations avec l'Eurogroupe (groupement des ministres des finances des pays de la zone euro) donnent l'impression de n'avoir abouti qu'à des concessions de la part du gouvernement Tsipras (au travers de l'accord du 20 février), et la BCE exerce une très forte pression en conditionnant l'apport de liquidités, jugées nécessaires à la relance de l'économie par le gouvernement Tsipras, à des conditions politiques difficiles à accepter.

En parallèle, au sein même de SYRIZA, des voix s'élèvent provenant de la gauche, pour exiger un changement de tactique vers une rupture avec la Troïka, en témoigne le récent vote au sein du comité central de SYRIZA (24 mai), durant lequel la Plateforme de Gauche a présenté une motion détaillant une série de mesures à mettre en oeuvre

immédiatement sans attendre l'aval de l'Eurogroupe (nationalisation des banques, remise en oeuvre immédiate des droits du travail, taxation des grandes fortunes, grands propriétaires et grandes sociétés, ...). Il est vrai que, du programme déclaré à la conférence de SYRIZA en 2013, en passant par le programme de Thessalonique de septembre 2014, pour aboutir aux "lignes rouges" à ne pas franchir, énoncées suite à l'accord du 20 février, des pas en arrière ont été faits, du moins en apparence.

Quelles perspectives, donc pour le peuple grec, comment peut-il peser ? Quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement Tsipras, et jusqu'où pourront-ils aller ? Et pour nous, comment peser et que retenir du laboratoire grec ?



Venez donc en débattre
Vendredi 5 juin 12h30
local Sud Étudiants
bâtiment 1TP1

